



LE COLONIALISME ET LA PROSTITUTION

Colonialisme et exploitation sexuelle des femmes des Premières nations au Canada

Aux fins de citation: Lynne, Jackie (1998) «*Colonialism and the Sexual Exploitation of Canada's First Nations women*», document présenté au 106^e Congrès annuel de l'American Psychological Association, San Francisco, Californie, le 17 août 1998.

Dans la vie des femmes des Premières nations canadiennes, la prostitution de rue est une forme fondamentale d'oppression sexuelle dont le caractère d'exploitation s'enracine au tout début des relations coloniales. Historiquement, ces relations patriarcales et capitalistes ont constitué une subjugation collective des femmes des Premières nations. Cette oppression sexuelle collective, fondée sur l'identité de sexe, nous a constituées en classe inférieure, tant aux yeux des hommes des Premières nations que des hommes d'autres nations. Cette domination sexuelle des femmes des Premières nations n'a rien perdu de son intensité à ce jour, grâce à la solide emprise du patriarcat. Cette domination a eu, et continue d'avoir, des répercussions profondes et persistantes dans la vie des femmes des Premières nations. Le présent article décrit certains aspects de l'enracinement historique de l'exploitation sexuelle de ces femmes.

Les femmes des Première nations qui ont été prostituées sont des exemples patents de l'intensité des blessures infligées par le patriarcat. De plus, lorsque l'oppression sexuelle se conjugue au racisme et au capitalisme, ces blessures sont encore plus graves – et les femmes des Premières nations vivent ces violences conjuguées depuis plus de 500 ans.

Parmi les nombreux facteurs lourds de la colonisation à avoir transformé nos vies de femmes des Premières nations, soulignons notamment le capitalisme (mercantilisme), l'Église, l'État et l'armée. Tous ces pouvoirs ont systématiquement asservi les femmes aux hommes. Par exemple, les colonisateurs européens voulaient accumuler du capital en produisant et en faisant circuler des marchandises. Les fourrures étaient la principale attraction du Canada et, pour les marchands de fourrures, les femmes des Premières nations étaient un maillon essentiel de ce commerce. Les Européens ont misé sur la présence et l'influence de ces femmes pour pénétrer de nouveaux territoires et s'assurer de nouveaux marchés. Les femmes des Premières nations ont donc fait partie intégrante de l'instauration du système de production de marchandises. Mais dans cette nouvelle société, leur position était celle d'esclaves. Par exemple, en 1714, dans le cadre d'une stratégie expansionniste, un cadre de la Compagnie de la Baie d'Hudson a «obtenu» une femme Chipewyan qu'il appelait «femme esclave». Il l'a gardée près de lui pendant deux ans afin qu'elle puisse apprendre leur système d'échange de marchandises et la valeur des biens britanniques et de la propriété privée. Elle a ensuite été envoyée à l'intérieur des terres pour ramener d'autres membres du



peuple Chipewyan travailler à la York Factory et commencer à faire du commerce. Son emprisonnement dans le fort était une forme de prise d'otage où elle a été forcée d'accepter les valeurs occidentales du capital et de la propriété privée.

À mesure que la société des Premières nations se transformait sous l'influence des politiques capitalistes, les femmes y étaient aussi traitées comme des marchandises sexuelles (Absolon, Herbert & MacDonald, 1996). Un système de troc permettait d'acheter les femmes. Par exemple, on les achetait avec de l'alcool ou d'autres marchandises européennes. Dans *L'esclavage sexuel de la femme* (1982), Kathleen Barry déclare:

«le trafic des femmes, comme le trafic des stupéfiants ou le marché noir des bébés, dépend de l'existence d'un marché ... la demande de services sexuels est plus importante là où les hommes se rassemblent en grands groupes, loin de leur foyer et de leur famille.»

Durant le premier siècle d'opération de la compagnie de la Baie d'Hudson, les Européennes n'étaient pas autorisées à venir ou à vivre au Canada, alors connu sous le nom de Terre de Rupert. Les familles mixtes n'étaient pas non plus admises dans ou autour des postes de traite des fourrures (Bourgeault, 1989). Cette situation a renforcé les relations de domination, les hommes européens utilisant les femmes des Premières nations à des fins sexuelles. L'exploitation sexuelle est devenue tellement courante dans la région de Bayside, qu'un officiel de la York Factory révèle en 1769 dans son journal que: «le pire bordel de Londres n'est pas un lieu aussi abject que ne l'était la Maison des hommes de cette manufacture avant que j'y mette bon ordre» (Bourgeault, 1989).

Mais tous les hommes ne fréquentaient pas les bordels. Certains s'accaparaient plutôt des femmes des Premières nations comme «épouses du pays», vivaient avec elles et leur faisaient des enfants. Bien que cette pratique semble respectable en apparence, ces femmes et leurs enfants étaient très souvent abandonnés plus tard par l'homme blanc. Le phénomène des «épouses du pays» pratiqué par la classe des cadres n'était en réalité qu'une forme plus subtile d'exploitation sexuelle. Dans ces relations, les femmes des Premières nations étaient des concubines – des épouses secondaires sans protection juridique. De plus, ces relations créaient de profondes divergences entre ces femmes et leur propre culture, surtout lorsque des femmes des Premières nations devenaient dépendantes d'hommes blancs. Comme les «épouses du pays» et leurs enfants n'étaient pas considérés comme la propriété légitime des hommes par la Common Law anglaise, ces familles étaient facilement abandonnées.

Le système des pensionnats sanctionné par l'État (une stratégie d'assimilation concoctée par l'État et réalisée par l'Église) a eu des conséquences désastreuses sur la culture des Premières nations en général, et sur les femmes en particulier. Le système des pensionnats



était conçu pour éradiquer la culture autochtone dans un processus de génocide culturel (Haig-Brown, 1988). Le système scolaire était basé sur le modèle des écoles industrielles américaines, mises sur pied pour les peuples des Premières nations dans ce qu'on a qualifié de processus de «civilisation agressive» (Davin, 1879, tel que cité dans Haig-Brown, 1988, p. 30). La supériorité de la culture européenne constituait le paradigme sous-jacent à ce type de politique assimilationniste.

Si le système des pensionnats a échoué comme outil d'assimilation, il a par contre réussi à causer des dommages irréparables à la culture des Premières nations. Son impact néfaste a entraîné de graves conséquences. Les enfants, enlevés à leurs familles et à leurs communautés, étaient maintenus en captivité dans ces écoles. Les soins et l'encadrement familiaux étaient sacrifiés et remplacés par des soins institutionnalisés, à caractère autoritariste, allant souvent jusqu'aux agressions physiques, psychologiques et sexuelles «se rapprochant (et souvent recoupant) le domaine de la torture, de tels traitements étant souvent interprétés comme de la «discipline» par ceux qui les infligeaient» (Chrisjohn, 1991, p. 169). Pour les enfants qui en ont été victimes, leurs parents et les générations subséquentes, l'héritage des pensionnats s'apparente à un traumatisme collectif intériorisé. Ce type de traumatisme résulte de la séparation d'avec la famille, du dénigrement culturel, de la violence physique, des agressions sexuelles et de la violence spirituelle (Absolon, Herbert & MacDonald, 1996).

La violence sexuelle à l'égard des enfants des Premières nations atteint aujourd'hui des proportions de crise. Cette forme de violence est un héritage direct du colonialisme. Comme nous l'avons dit, les pensionnats séquestraient les enfants des Premières nations. Ces enfants étaient terrorisés sexuellement sans la moindre possibilité de s'échapper. Lorsqu'on leur permettait de rendre visite à leurs familles pendant les vacances, un sentiment d'isolement et de désespoir envahissait souvent ces enfants en proie à une impression de plus en plus prégnante d'aliénation culturelle et d'abandon.

Aujourd'hui, dans certaines collectivités nordiques, toutes les femmes ont été victimes d'agressions sexuelles par des hommes qui vivent en communauté avec elles. Ces hommes sont des frères, des cousins, des oncles, des pères et des grands-pères. Certains de ces agresseurs occupent des postes de pouvoir dans les conseils de bande, et la majorité d'entre eux ne sont pas tenus responsables de leurs agressions contre les femmes de leur famille. Les femmes se sentent souvent impuissantes à changer quoi que ce soit et elles sont menacées d'être encore plus maltraitées si elles tentent de mettre fin à ces violences.

En résumé, l'impact historique précité du marché, de l'armée, de l'Église et de l'État a érigé l'oppression sexuelle des femmes des Premières nations en condition de classe. Et la prostitution (de rue) repose sur l'existence de cette classe de femmes dévalorisées.



Absolon, K., Herbert, E. et MacDonald, K. Aboriginal women and treaties project. Victoria, C.-B.: Ministère de l'égalité des femmes, 1996.

Barry, K. L'esclavage sexuel des femmes. Stock, Paris, 1982.

Bourgeault, R. Race, class, and gender: colonial domination of Indian women. Dans J. Forts et al. (dir. De pub.), Race, class & gender: Bonds and barriers, (2e éd.), Jargoned Press, Toronto, 1989.

Chrisjohn, R. « Faith misplaced: Lasting effects of abuse in a First Nations Community ». Canadian Journal of Native Education (18), 1, pp. 161-196, 1991.

Haig-Brown, Celia. (1988). Resistance and renewal: First Nations people's experiences of the residential school, U.B.C. Press, Vancouver, 1988.

Lynne, Jackie A.M. «Street prostitution as Sexual Exploitation in First Nations Women's Lives», essai présenté dans le cadre d'une maîtrise en travail social, Université de la Colombie-Britannique, Vancouver, avril 1998.

Traduction de l'anglais : Michèle Briand